

Écuire : manifestation ce mercredi après-midi devant le centre des impôts

PUBLIÉ LE 07/05/2014

PAR J.-C. L. (CLP)

Les représentants des syndicats Solidaires finances publiques, FO, CGT et CFDT ont mené une action de contestation, hier après-midi, devant le centre des impôts d'Écuire. Objectif ? Alerter les usagers des difficultés rencontrées. Le matin, ils avaient déjà interdit l'accès au centre boulonnais.



Les fonctionnaires des finances publiques tirent la sonnette d'alarme.
D'autres actions ont été menées dans le département.

Ces actions entrent dans le cadre d'un mouvement départemental qui a débuté le 20 mars. Les inquiétudes sont nombreuses pour les professionnels. Ils dénoncent des restrictions budgétaires et d'effectifs. « Un départ à la retraite sur deux n'est pas remplacé, expliquent-ils. Depuis 4 ans, le Pas-de-Calais a perdu 200 emplois. » Les manifestants entendaient aussi dénoncer leurs conditions et leur charge de travail. « Certes, nous sommes là pour encaisser les impôts. Mais aussi pour permettre les dépenses de l'État ou des collectivités. Celles-ci sont de plus en plus nombreuses alors que le personnel, lui, est de moins en moins nombreux. »

Drapeaux et banderoles

Ils sont arrivés devant le centre des impôts à 13 h 20 où quarante-cinq personnes attendaient pour être reçues. Jacques Regnier (FO), René Quidée (CGT) et Ludovic Pennequin (Solidaires finances publiques) ont installé banderoles et drapeaux jusqu'à la fermeture des bureaux d'Écuire. Des tracts ont été distribués aux contribuables.

Ludovic Pennequin dénonce aussi l'inertie de l'État à propos de la dette : « Le gouvernement prétend devoir faire 50 milliards d'économies sur trois ans. Il faudrait commencer par lutter contre la fraude fiscale. Nous pouvons ramener 80 milliards d'euros par an. Il y a au moins 300 milliards d'euros de fraudes fiscales selon les chiffres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, NDLR). Les plus grosses entreprises de France, soit 25 % du CAC 40, ne paient pas l'impôt sur les sociétés. Le crédit compétitivité emploi nous donne plus de travail et cette charge n'est pas prise en compte. » D'autres actions ponctuelles sont prévues prochainement.